

SB.419-TdG-05012021-Pourquoi les vaccins suscitent la méfiance de certains soignants

Entre manque d'information et scepticisme, le rôle des médecins de famille pourrait être décisif dans la campagne de vaccination.



Le vaccin Pfizer/BioNTech inquiète aussi une partie du personnel soignant.



Cécile Denayrouse

Publié: 05.01.2021, 06h42

Le vaccin Pfizer/BioNTech inquiète aussi une partie du personnel soignant.

AFP

Jamais vaccin n'aura suscité d'aussi vives discussions autour de la table de Noël. Seringue ou pas seringue? Il y a ceux qui se déclarent d'emblée pro-piqûre et semblent prêts à se jeter sous l'aiguille dès demain. Et il y a les autres, ceux qui doutent, qui hésitent, qui trouvent ce vaccin trop rapide pour être honnête. Parmi eux, de nombreux membres du corps médical. Dans le secret des consultations, ces soignants sceptiques – qui s'expriment sous le couvert de l'anonymat – pourraient bien peser plus lourd que prévu sur la campagne de vaccination.

À l'image d'Esther*, 34 ans, infirmière dans une clinique privée genevoise. La jeune femme «préfère attendre» avant de dire oui à la piqûre: «On connaît peu les effets secondaires à long terme, alors je reste méfiante et je le dis à mes proches. Ce qu'il s'est passé en Suède et en Finlande avec la vaccination contre le H1N1 (*ndlr: les cas de narcolepsie-cataplexie ont été avérés chez des jeunes en bonne santé qui s'étaient fait vacciner contre la grippe A avec la substance Pandemrix*) donne à réfléchir.»

Isabelle* est médecin de famille dans un cabinet en ville de Genève. Si elle n'est pas farouchement antivaccin, la rapidité de mise sur le marché des fioles estampillées Pfizer/BioNTech l'effraie. «Bien sûr, je vais recommander à mes patients âgés de se faire vacciner. En revanche, j'ai nettement plus de réserves concernant une personne de 40 ans en bonne santé.» Elle-même avoue n'avoir pas encore pris de décision quant à sa future vaccination.

Simon*, médecin de famille au centre-ville de Genève, se déclare vacciné contre «à peu près tout» mais ne souhaite pourtant pas entendre parler du vaccin avec ARN messenger en l'état actuel des connaissances. «Je refuse que mes patients servent de cobayes, explique-t-il. Il y a eu comme une scission entre les médecins hospitaliers et les médecins ambulatoires. Nous n'avons pas été consultés dans cette campagne, alors que les questions sans réponse sont nombreuses.»

Comme Esther, Isabelle et Simon, des médecins, infirmiers ou même pharmaciens n'osent pas évoquer publiquement leurs doutes, par manque d'information ou crainte de passer pour des complotistes, et réservent leurs avis à leurs proches ou leurs patients. Au point que certains se sont organisés en collectif et demandent un moratoire sur la vaccination contre le Covid-19.

Une poignée de médecins contre le vaccin à «ARN messenger»

Ils demandent un moratoire Ils sont inquiets et souhaitent le faire savoir. Des médecins et des professionnels suisses de la santé ont décidé s'unir à d'autres collectifs pour demander un moratoire sur la vaccination contre le Covid-19. Principal argument? «Nous estimons que nous ne disposons pas du recul nécessaire pour juger de son innocuité, explique le DrPhilippe Saegesser, porte-parole du collectif Médecins citoyens, médecin anesthésiste vaudois. De nombreuses questions restent en suspens, comme la durée ou le taux de couverture vaccinal, les effets secondaires à moyens ou long terme ou encore si les personnes vaccinées peuvent tout de même contaminer les autres. Cela fait beaucoup trop d'inconnues.»

Avec lui, plus de 700 professionnels suisses de santé ont signé cette pétition. Parmi eux, près de 10% de médecins dont une dizaine de Genevois, des infirmières ou des naturopathes. «Nous ne sommes pas un collectif d'antivaccins primaire, tient à préciser Philippe Saegesser. En ce qui me concerne, je reconnais leur utilité. Nous sommes simplement inquiets d'éventuels effets néfastes compte tenu du fait qu'un vaccin a pour vocation de prévenir et qu'il s'adresse à des personnes en bonne santé. Nous n'avons pas droit à l'erreur! Il existera par exemple d'ici quelques mois un vaccin traditionnel potentiellement moins risqué puisque mieux connu, sans ARN messenger, qui pourrait être plus efficace et plus sûr également, vu le recul que nous avons avec cette technique vaccinale. Pourquoi dès-lors se précipiter?» Notons que la coordination de ce collectif est notamment assurée

par Astrid Stuckelberger, qui estime qu'il n'y a pas de pandémie ni de la surmortalité due au coronavirus. C.D.

C.D.

Des médecins parfois mal informés

«Il s'agit d'un sujet tabou mais les réticences vaccinales ne sont de loin pas réservées au grand public. Les professionnels de la santé aussi peuvent être hésitants, et lorsqu'un soignant doute, il transmet ce doute, confirme le Dr Alessandro Diana, chargé d'enseignement à la Faculté de médecine de Genève et membre expert d'[Infovac](#). Selon une enquête américaine, le taux d'hésitation parmi le personnel soignant est à peu près le même qu'au sein de la population, soit de l'ordre d'environ 30%. Mais concernant ce vaccin avec ARN messenger, le taux pourrait bien être plus élevé.»

Un souci de taille lorsque l'on sait que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré en 2019 la vaccino-hésitation comme l'une des dix premières menaces de la santé à travers le monde. Et un potentiel problème à l'heure où démarre la plus grande campagne de vaccination de l'histoire contemporaine.

Les études sur le sujet montrent que 80% des patients font confiance à leur médecin traitant. En s'appuyant sur ce lien, ces professionnels ont donc la capacité d'influencer à bon escient les vaccino-hésitants. Mais que se passe-t-il si les prescripteurs eux-mêmes doutent de ce nouveau vaccin, et transmettent involontairement de fausses informations à leurs patients?

«Le doute est légitime. Moi-même j'étais sceptique et aujourd'hui je suis plus que convaincu, poursuit le Dr Diana. En tant qu'expert d'Infovac, j'ai reçu ces derniers jours énormément d'appels ou de demandes de renseignements de la part de collègues médecins de ville. L'inquiétude des professionnels est réelle. Ils se préoccupent notamment de la meilleure façon de répondre aux questions qu'on leur pose en cabinet. Ce sont les médecins de ville et les professionnels de la santé qui vont faire la différence dans cette campagne, bien plus que les grands experts que l'on reçoit sur les plateaux de télévision.»

«Ce sont les médecins de ville et les professionnels de la santé qui vont faire la différence dans cette campagne, bien plus que les grands experts que l'on reçoit sur les plateaux de télévision.»

Alessandro Diana

Des soldats de l'ombre

Ces soldats de l'ombre ont-ils été spécifiquement formés pour répondre aux questions de leur patientèle? «Ils ont en tout cas à disposition une somme conséquente d'informations, explique la professeure Klara Posfay-Barbe, infectiologue aux manettes de la coordination de la campagne pour les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). L'Office fédéral de santé publique a mis en ligne toute une série d'outils à disposition, de la plaquette informative à la vidéo explicative, en passant par une «foire aux questions», distribués à tous les médecins de Genève par le Service du médecin cantonal. Les HUG sont également en train de mettre à jour une documentation spécifique, qui sera complétée en fonction des nouvelles expériences et informations.» Suffisant? Peut-être pas.

«De nombreux soignants s'informent exactement comme le reste de la population: en ligne et à travers les réseaux sociaux, explique Alessandro Diana. Comme le grand public, ils sont exposés à

une surcharge d'informations. Or les fake news circulent six fois plus vite que la véritable information sur les réseaux.» Selon lui, la meilleure façon de s'adresser aux sceptiques s'appuie sur les sciences cognitives: on ne convainc pas à coups de données factuelles et de chiffres, mais plutôt au travers d'une écoute et d'un échange, sans porter de jugement. Y compris face à un soignant.

En attendant, des experts comme la bioéthicienne Samia Hurst montent au front, arpentant les réseaux pour débusquer la désinformation et rétablir la vérité scientifique à coups de *posts* documentés.

Car au vu des réticences qui s'expriment actuellement, pour arriver au chiffre tant espéré de 70% de la population vaccinée, il sera peut-être nécessaire d'interpeller les mentalités avec quelque chose de plus efficace que des tous-ménages d'information.

«Un bon vaccin»

«Il y a encore du travail à faire dans l'accompagnement des médecins dans cette campagne. Nous ajusterons le tir en fonction de la réaction de la population, qui reste pour l'instant la grande inconnue, poursuit la professeure Posfay-Barbe. Aux États-Unis, l'hésitation envers ce produit a été énormément mise en avant et finalement aujourd'hui, tout le monde veut se faire vacciner. En tant qu'infectiologue, je suis personnellement convaincue que c'est un bon vaccin et qu'il représente une solution indispensable pour sortir de cette crise.»

Les professionnels de la santé lui emboîteront-ils le pas? La professeure Posfay-Barbe assure que non seulement le personnel soignant est très demandeur mais que ceux qui refuseront le vaccin ne seront pas écartés des services dits «sensibles» pour autant.

Le seul parallèle possible est celui de la couverture vaccinale du personnel hospitalier contre la grippe saisonnière. Philippe Bressin, infirmier chef de service en Médecine préventive hospitalière au CHUV possède des chiffres précis: «Il est difficile de se prononcer maintenant sur la façon dont le personnel soignant acceptera la vaccination contre le Covid-19. En ce qui concerne le vaccin contre la grippe, la perception a grandement évolué en l'espace de dix ans. En 2010, 26% des médecins et des soignants étaient vaccinés, contre 53% aujourd'hui. Les médecins sont plus souvent vaccinés que les soignants (*ndlr: aides-soignants et infirmières*) mais la proportion de soignants vaccinés a doublé en dix ans, ce qui signifie que les mentalités évoluent sur la question vaccinale.»

**Noms connus de la rédaction*